

Ennemis publics n°1

Invité à donner son sentiment sur l'opportunité de développer la « culture de l'évaluation » dans l'Education Nationale, voire de mettre en place le salaire « au mérite » pour les professeurs, B. Griveaux n'a pas mâché ses mots : « A force de ne pas juger [les profs] ça fait 15 ans qu'on flingue 20% d'une génération. C'est criminel ! »⁽¹⁾.

Du mépris en guise de reconnaissance, c'est visiblement la seule considération dont peut faire preuve un gouvernement qui a réinstauré le jour de carence, gelé le point d'indice de tous les fonctionnaires et reporté certaines mesures du PPCR... et qui accuse maintenant les enseignants, tous complices, d'être les uniques responsables de « l'échec scolaire », d'un assassinat pédagogique de masse perpétré avec préméditation.

Et dès lors, comment arrêter le massacre ? Mais par la multiplication des évaluations standardisées, bien sûr ! Si faire « performer » les élèves aux tests Blanquer et aux contrôles continus devient l'unique objectif, nos managers de proximité – c'est-à-dire les chefs d'établissement – auront un nouvel outil pour contraindre nos pratiques pédagogiques. Comment ? en les uniformisant. Dans quel but ? pour « rendre des comptes », encore et encore, sous le vernis de l'objectivité.

La contention managériale étrangle la liberté pédagogique tandis que le métier et l'émancipation par les savoirs sont sacrifiés sur l'autel de la statistique. Pour mériter, il ne faudra plus servir l'humain, mais obéir aux chiffres. ■

⁽¹⁾ Europe 1, *Le grand rendez-vous*, dimanche 2 septembre 2018.